

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Échanges et mouvement »
pour abonnement, informations
et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
<http://www.mondialisme.org>

Abonnement : 15 euros pour quatre
numéros
comprenant les brochures publiées
dans l'année.

Les publications d'Échanges
et mouvement sont régulièrement
déposées dans les librairies
suivantes :

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12*

☎ 01 49 28 52 44.

Clio, 38 avenue Villemain, 14*

☎ 01 45 41 59 20.

Parallèles, 47 rue Saint-Honoré, 1**

☎ : 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-

Lussac, 5* ☎ : 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11*

☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11*

☎ 01 43 71 21 07

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe,

7*

☎ 04 78 61 02 25

à Rennes

Alphagraph, 5 rue d'Echange

☎ 02 99 79 74 20

au Canada

La Sociale CDL, Case postale 266

succ. C. - Montréal, Québec

Canada H2L 4K1

☎ asociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRE PARUTION



Les conseils ouvriers en Allemagne 1918-1921

Une histoire des conseils apparus au cours de la révolution allemande, conseils de marins refusant d'obéir d'abord, à Kiel en novembre 1918, puis conseils de soldats et d'ouvriers, à Hambourg et dans tout le pays.

Avec un tableau des partis et courants politiques de gauche de l'Allemagne d'alors, une biographie de Henk Canne Meijer, une bibliographie sur les conseils

Une brochure de 46 pages au format 14,8 x 21 cm,
2,50 euros

Gérard Bad a ouvert sur Internet sur les luttes
<http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2008/01/02/index.html>

MONDIALISATION

LA CEINTURE EXPLOSIVE

Dans les pays anciennement colonisés, le capital a créé un « prolétariat jetable », principale victime des hausses de prix des matières premières et de l'alimentation

Prenez un globe terrestre et marquez-y tous les pays qui connaissent ou ont connu récemment des affrontements sociaux et/ou politiques et des violences dans un cycle infernal action-répression. Vous verrez qu'ils forment autour du monde une bande centrale courant sur les cinq continents, une sorte de ceinture de pays dans lesquels se jouent maintes tragédies qui ont explosé dans la décennie. Et presque chaque jour ajoute un maillon à cette chaîne tragique.

Nous donnons ci-après une liste succincte d'émeutes ou de guerres, civiles ou étrangères, survenues ces derniers mois. La plupart concernent des pays, souvent d'ex-colonies, que l'on appelle « sous-développés » ou, par euphémisme, « en développement ». Certains ont pu connaître après la décolonisation des périodes de relative prospérité, mais ont ensuite sombré dans un chaos économique, produit de la compétition capitaliste internationale : par exemple la Côte-d'Ivoire, le Zimbabwe ou, plus récemment, le Kenya. D'autres ont le malheur d'avoir dans leur sous-sol des richesses convoitées comme le pétrole, le minerai d'uranium ou d'autres métaux, objets d'accaparement par les multinationales qui y entretiennent, dans leur compétition, un climat de terreur, de corruption et conflits ethniques ou politiques intérieurs :

par exemple le Nigeria ou le Soudan, pour ne pas parler de tout le Moyen-Orient.

Dans la plupart de ces pays, l'irruption d'un capitalisme mondialisé a accentué la destruction des structures indigènes par le colonialisme, les faisant passer de chasses gardées protectionnistes des pays colonisateurs à une dépendance étroite du marché mondial. Cette ouverture à la compétition capitaliste mondiale a généré des conflits internes, des guerres civiles ou étrangères s'appuyant sur des oppositions religieuses ou ethniques et, par dessus tout, un chaos total. Des millions de dépossédés ont été contraints à l'émigration, pour se retrouver empilés dans les bidonvilles à la périphérie des mégapoles de la planète ou dans les camps pour « personnes déplacées ».

Ce phénomène mondial, lié au développement capitaliste, d'une armée de réserve de plus en plus importante, a pris dans ces pays une énorme dimension. La caractéristique commune à toute cette marginalité (mais vu son importance, peut-on parler de marginalité ?), c'est une absolue précarité des occupations et des conditions de survie. Suivant les pays et les conditions locales physiques ou politiques, le capital a pu faire de ce « prolétariat jetable » soit des salariés exploités dans des conditions précapitalistes, soit des assistés de l'aide

gouvernementale ou humanitaire internationale (ces aides garantissant tout juste la reproduction de leur survie), soit les deux à la fois, ces exclus passant, selon les vicissitudes de la globalité capitaliste, d'un statut à l'autre.

Ces assistés sont d'ailleurs les plus touchés par ces hausses de prix, ne pouvant faire grand-chose pour en modifier les conséquences : les services mondiaux d'aide alimentaire (PAM) (1) se trouvent contraints, à ressources constantes, soit de nourrir 40 % de personnes en moins, soit de diminuer les rations de 40 %.

Il va sans dire que dans l'ensemble des pays concernés le simple coût des denrées de première nécessité conditionne cette survie (2). Cela concerne à la fois ce qu'on peut acheter avec un revenu de misère, et/ou la détermination du volume d'une aide internationale parcimonieuse souvent sous-tendue par des intérêts (capitalistes, politiques ou stratégiques). La base de ces besoins de première nécessité est d'une part les céréales, d'autre part le fioul domestique servant uniquement au chauffage culinaire.

Ce n'est pas un des moindres paradoxes de la domination capitaliste dans ces pays de voir que la richesse de la terre sert à produire des denrées rémunératrices exportées dans les pays évolués ou en évolution (à forte proportion de classes moyennes) au prix d'une élimination des cultures lo-

cales (l'arachide au Sénégal, le cacao en Côte-d'Ivoire, les fleurs, le thé ou le café au Kenya, etc.) contraignant à l'importation des produits alimentaires de base, bien sûr aux coûts du marché mondial. De même ce n'est pas un des moindres paradoxes de voir que les pays producteurs de pétrole, faute (intentionnelle) de capacité de raffinage suffisante, doivent importer, des mêmes multinationales qui absorbent leur production première de brut, le produit raffiné qui sert aux plus pauvres à faire cuire leur nourriture quotidienne. Bien sûr, là aussi, ce moyen de chauffage est revendu localement au cours mondial du pétrole et dans les deux sens, exportation et importation, les séides politiques locaux des multinationales prennent leur prébende de corruption.

Les variations du coût de ces denrées de première nécessité sur le marché mondial se répercutent directement et drastiquement sur la lutte quotidienne d'une survie déjà très précaire, car il n'existe pratiquement aucune possibilité de se sortir de ce cercle infernal par des substitutions (ce que pouvait éventuellement permettre la vie dans les campagnes). Nous essaierons ci-après de voir la dimension et le sens de cette envolée récente du coût de l'ensemble des matières premières. Notamment ce que cela signifie dans l'évolution globale du capital mondial.

C'est un problème pour le capital, pour ses perspectives, mais d'abord en raison de ses incidences sur le maintien de la paix sociale. Mais c'est un problème autrement plus immédiat pour l'ensemble des populations concernées, qui n'ont que faire de considérations dépassant leurs exigences vis-à-vis d'un système qui les accule pratiquement à la mort.

H. S.

LES TROUBLES DE LA MISÈRE SOCIALE

Un tableau non exhaustif des grèves, émeutes, tensions...

Une longue liste des « troubles » liés à cette envolée des cours mondiaux des matières premières ne suit pas un ordre chronologique, mais un ordre géographique. Chacun pourra y ajouter ce que nous avons pu omettre ou les derniers développements d'une situation qui ne fait que s'aggraver. Cette liste non exhaustive se déroule depuis le Mexique et Haïti puis l'Afrique de l'Ouest vers l'Est pour faire ressortir à la fois cette ceinture explosive, la concomitance et les caractères similaires de ces réactions prolétariennes.

Ce qui frappe, lorsqu'on connaît (mal, d'après ce que les médias veulent bien livrer) ces réactions, c'est leur caractère immédiat de violence (on peut y trouver des similitudes avec les luttes « le dos au mur » qui éclatent dans nos propres cités). Ce caractère leur est commun, qu'il s'agisse de manifestations populaire spontanées ou de grèves dirigées à l'origine contre les exactions d'un employeur. On peut y voir une réponse à la violence de la répression qui s'exerce aussitôt pour réprimer ce qui est d'emblée une contestation globale d'un système plus que du pouvoir en place. On peut y voir aussi des utilisations des oppositions politiques dont l'intervention masque les réalités sociales de ces émeutes. On peut y voir aussi, découlant souvent de ces manipulations politiques, des conflits ethniques ou religieux.

Mais toutes ces évolutions, ces divergences, ne sauraient masquer le caractère initial et général, au-delà de tous les particularismes, d'une sorte de mouvement global, bien que non exprimé comme tel,

contre un système qui enferme leur vie dans une prison dont ils ne peuvent s'échapper qu'en faisant sauter les murs.

Il est difficile à la fois de parler de tous ces mouvements de révolte qui peuvent se dérouler dans ces régions (le spectaculaire guidé par des intérêts capitalistes prenant le pas sur ce qui ne peut « servir ») ou d'en situer exactement les causes réelles des causes apparentes s'y substituant. Pour ces mêmes raisons, on ne peut en donner les détails, notamment comment ces mouvements naissent et se sont organisés.

Lors de la dernière rencontre annuelle internationale de capitalistes et de leurs divers séides à Davos en Suisse, une de ces sommités déclarait, en relatant des émeutes de la faim au Maroc, en Ouzbékistan, au Yémen, en Guinée, en Mauritanie et au Sénégal, émeutes liées à la hausse exorbitante du prix des produits alimentaires, que « Ces phénomènes inquiétaient bien davantage les gouvernements que l'augmentation du prix de l'essence ». Une autre sommité pouvait aussi souligner que dans 36 Etats dont le Lesotho, la Somalie, la Zambie et le Mozambique, la plupart des habitants n'ont plus de quoi acheter leur nourriture et sont tout simplement menacés par la faim et qu'en Asie 2,5 milliards d'habitants dépendent d'une nourriture de base bon marché et abondante alors que la prix du riz a augmenté de 75% en 2007. L'organisation des Nations Unies pour l'agriculture (FAO) a lancé en février 2008 un avertissement que l'essor incontrôlé du prix des céréales constituait pour les « pays en développement » un lourd fardeau financier qui entraîne

(1) Le Programme alimentaire mondial des Nations-Unis (PAM) fournit une aide aux pauvres souffrant de la faim dans 80 pays. Son siège est à Rome et il a été créé en 1963.

(2) Ainsi un ami du Burkina-Faso écrit-il : « La vie chère c'est tout simplement l'augmentation des prix en toutes choses ; un savon qui se vendait 250 francs CFA (0,38 euros) se vend 450 FCFA (0,69 euros), le riz qui se vendait à 275 F (0,42 euros) le kilo c'est devenu 450 F. Tous les prix ont augmenté et le gouvernement dit qu'il n'est pas au courant alors qu'il a doublé les prix à la douane. »



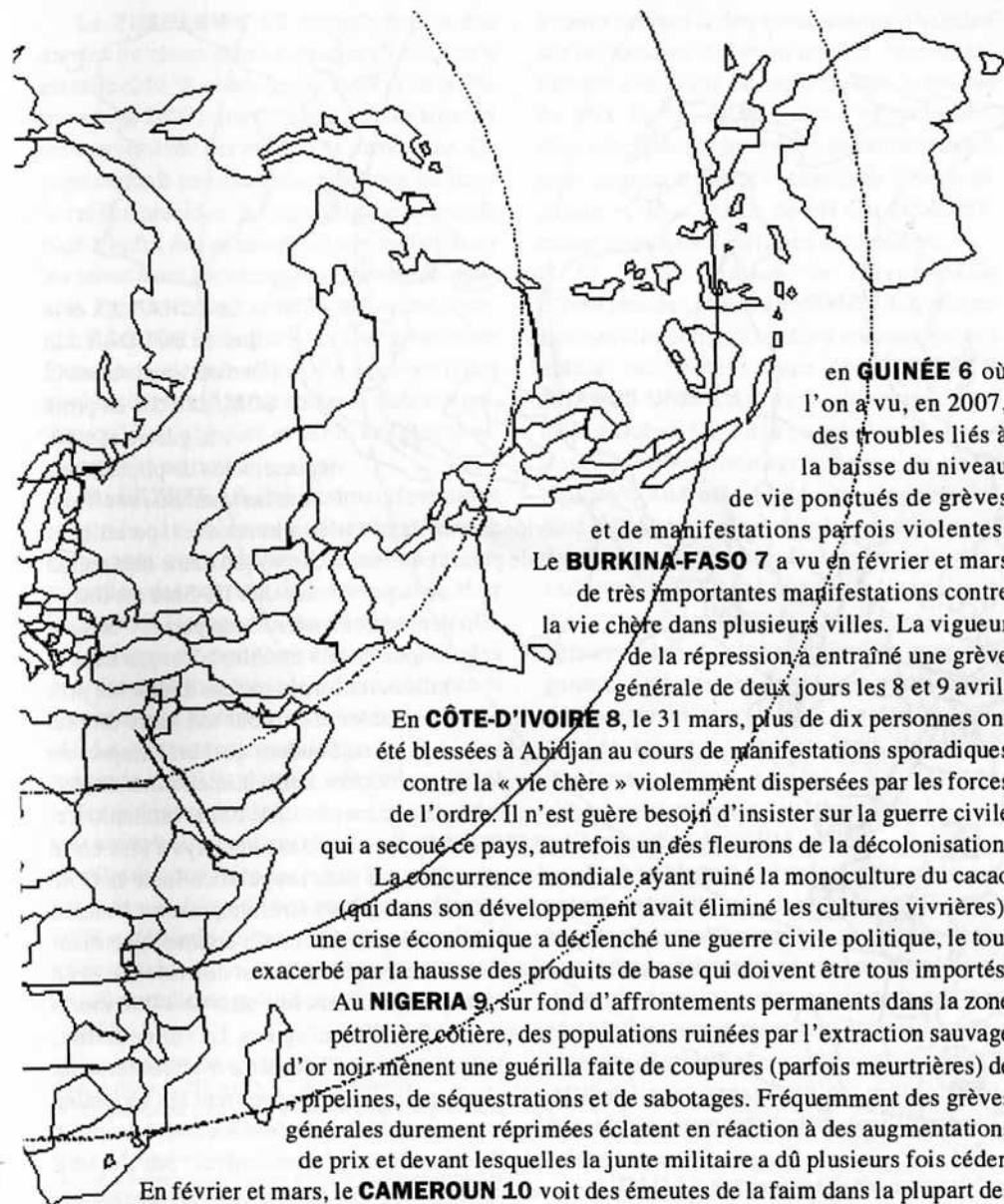
le déclin de la consommation alimentaire. Ces pays vont payer 35 % de plus (1) pour leurs importations de céréales même si les achats ont diminué de 2 % (2)
 La Food and Agricultural Organisation (FAO) a signalé des émeutes au **MEXIQUE 1** en 2007. Le 31 janvier 2007, des dizaines de milliers de manifestants, dont beaucoup de paysans et de syndiqués, ont défilé à Mexico, suite à la plus forte hausse du prix de la tortilla, aliment de base des pauvres.

A **HAÏTI 2**, où la misère est telle qu'on y mange des galettes de terre, les 3 et 4 avril, les manifestants « contre la vie chère » s'en sont pris aux Casques bleus de l'ONU. Dans le sud de l'île, des camions de riz et un entrepôt de vivres ont été pillés. On a compté quatre morts ce jour-là, puis un cinquième dans de nouvelles manifestations le 7.

Au **MAROC 3**, le 24 septembre 2007, des émeutes ont éclaté à Sefrou, suite aux dernières augmentations des prix des denrées alimentaires de base. Au total plus de 300 blessés, et une quarantaine d'arrestations. Le gouvernement a annulé la hausse (de 30%) du prix du pain qui venait d'être décidée au lendemain des élections législatives et à la veille du mois de Ramadan. Après la **MAURITANIE 4** – qui importe 70 % de ses besoins alimentaires et où le PAM prévoit « une crise alimentaire sérieuse en 2008 » (la pénétration de l'islam radical dans ce pays ayant aussi un lien avec cette misère aggravée) et le **SÉNÉGAL 5** – vingt-quatre personnes arrêtées le 31 mars à Dakar lors d'une manifestation contre la vie chère, qui avait été interdite et a été réprimée par la police –, on arrive

(1) On peut mesurer l'ampleur de la désinformation sur ces sujets à travers les affirmations d'un article du *Monde diplomatique* relatant le rejet par les pays africains des propositions de l'Union européenne d'un « Accord de partenariat économique » qui aurait assuré la mainmise de l'Europe sur les pays africains. On peut y lire : « Cette cruciale victoire de l'Afrique est un signe supplémentaire du mouvement favorable que connaît le continent. Au cours des dernières années les conflits les plus meurtriers se sont terminés (seuls demeurent ceux du Darfour, de la Somalie et de l'Est du Congo) et les revendications démocratiques ont été consolidées. Les économies continuent de prospérer même si les inégalités sociales demeurent... »

(2) Tous les chiffres donnés doivent être constamment révisés, dans une conjoncture qui évolue quotidiennement.



en **GUINÉE 6** où l'on a vu, en 2007, des troubles liés à la baisse du niveau de vie ponctués de grèves et de manifestations parfois violentes.

Le **BURKINA-FASO 7** a vu en février et mars de très importantes manifestations contre la vie chère dans plusieurs villes. La vigueur de la répression a entraîné une grève générale de deux jours les 8 et 9 avril.

En **CÔTE-D'IVOIRE 8**, le 31 mars, plus de dix personnes ont été blessées à Abidjan au cours de manifestations sporadiques contre la « vie chère » violemment dispersées par les forces de l'ordre. Il n'est guère besoin d'insister sur la guerre civile qui a secoué ce pays, autrefois un des fleurons de la décolonisation. La concurrence mondiale ayant ruiné la monoculture du cacao (qui dans son développement avait éliminé les cultures vivrières), une crise économique a déclenché une guerre civile politique, le tout exacerbé par la hausse des produits de base qui doivent être tous importés.

Au **NIGERIA 9**, sur fond d'affrontements permanents dans la zone pétrolière côtière, des populations ruinées par l'extraction sauvage d'or noir mènent une guérilla faite de coupures (parfois meurtrières) de pipelines, de séquestrations et de sabotages. Fréquemment des grèves générales durement réprimées éclatent en réaction à des augmentations de prix et devant lesquelles la junte militaire a dû plusieurs fois céder.

En février et mars, le **CAMEROUN 10** voit des émeutes de la faim dans la plupart des villes avec pillage des boulangeries. Leur cause est toute simple : hausse du prix des carburants, de la farine, du ciment, etc. La réponse du pouvoir : des balles – il y aurait plus de 100 morts – et une légère baisse du prix des carburants. Comme ailleurs, ces émeutes de la misère s'accompagnent de manipulations politiques contre un gouvernement qui s'accroche au pouvoir.

